

**AMÉRIQUE LATINE :
DE LA CRISE FINANCIÈRE
A LA CRISE D'INSERTION INTERNATIONALE**

Carlos Ominami

1985 semble avoir été une année charnière dans l'évolution des relations économiques internationales de la région. Sur le plan financier, les insuffisances des modalités d'administration de la crise de la dette imposées par le FMI et la banque internationale sont devenues manifestes et perçues comme telles dans différents milieux jusqu'à maintenant peu disposés à s'éloigner des principes de l'orthodoxie dominante. Par ailleurs, dans le domaine du commerce extérieur, après le grand effort d'ajustement entrepris en 1984 par la plupart des économies de la région, l'excédent commercial tend à diminuer mettant en évidence l'impossibilité, dans le contexte actuel, de dégager un solde capable de financer simultanément les paiements au titre de la dette et les importations nécessaires pour relancer la croissance. Enfin, il en va de même avec les investissements directs, lesquels malgré les efforts déployés par les pays afin d'encourager l'entrée de nouveaux capitaux, restent déprimés et ont été loin de jouer un rôle substitutif par rapport au crédit bancaire. Les résultats correspondants à 1986 (1) ont confirmé cette appréciation. Avec le moratoire du Brésil, les relations internationales de l'Amérique latine sont entrées dans une phase de grande incertitude et d'instabilité.

L'IMPASSE FINANCIÈRE

En substance, le nœud de l'impasse financière à laquelle est confrontée l'Amérique latine tient à l'impossibilité de trouver des solutions durables à la crise moyennant l'application des thérapies préconisées par le FMI. A vrai dire, aucune des principales prémisses de la stratégie anticrise définie en 1982 n'a pu trouver une confirmation dans les faits (2). D'abord et à l'encontre de l'avis exprimé par les autorités du FMI, la signature d'un accord de stabilisation entre un pays et le Fonds n'a pas entraîné une reprise plus ou moins automatique du flux de capitaux privés. Bien au contraire, toutes les données disponibles suggèrent que la banque internationale a amorcé un mouvement de *repli stratégique* du Tiers-Monde en général et de l'Amérique latine en particulier. Ainsi, comme le montre une étude de la Banque Morgan (3) aucun crédit nouveau aux pays en développement n'a dépassé les paiements correspondants au remboursement d'anciens crédits et, pire encore, les banques ont également réduit leurs prêts aux pays n'ayant pas connu des problèmes graves pour faire face à leurs engagements. Les données disponibles pour 1986 se situent dans la prolongation de cette tendance. D'après la Banque des règlements internationaux, après correction monétaire, les crédits des banques commerciales à l'Amérique latine ont diminué de 2 milliards de dollars au cours du premier semestre 1986.

Le repli de la grande banque par rapport au monde en développement s'amorce en 1983, année au cours de laquelle le volume de crédits chute ostensiblement. Ce mouvement continue par la suite à s'approfondir au point qu'en 1985 on arrive à une situation dans laquelle, d'après les données fournies par la Banque des règlements internationaux, pour la première fois dans l'histoire des statistiques, les crédits aux pays en développement chutent en valeurs absolues. En effet, à partir de 1983, l'apport net de capitaux des banques commerciales devient négatif dans plusieurs pays (Pérou, Venezuela, etc.), situation qui tend à se généraliser à l'ensemble de la région au cours des années suivantes. Dans le même sens, une estimation de l'Institut international de Finances (4) fait état d'une réduction de l'ordre de 34 mil-

liards de dollars des encours de la banque privée sur les quinze pays du Tiers-Monde les plus endettés, parmi lesquels on compte dix pays d'Amérique latine (5). Enfin, la décision prise en mai 1987 par la Citibank, et suivie par d'autres banques, de faire des provisions pour pertes d'un montant de 3 milliards de dollars montre clairement l'anticipation négative quant aux possibilités de remboursement de la dette latino-américaine et conduira à réduire davantage les prêts à la région.

Il convient de remarquer que la réduction des crédits à l'Amérique latine et au Tiers-Monde ne correspond pas à une décélération générale de l'activité bancaire. En fait, il s'agit d'une réorientation planifiée avec comme but la diminution de l'importance dans les portefeuilles des banques des parts dont la solvabilité est jugée compromise. La baisse du degré d'exposition (rapport entre le volume des crédits et les fonds propres) des principales banques dans les pays en développement, constitue l'expression synthétique de ce processus. Dans le cas par exemple des banques nord-américaines, on estime que le degré d'exposition par rapport aux économies latino-américaines est tombé d'un maximum de 120 % en 1982 à 93 % en 1984 (6) et cet indicateur a encore chuté en 1985 et 1986.

Le repli de la banque commerciale a naturellement ses limites. Elles découlent de la nécessité de maintenir un flux de ressources permettant aux pays, autant que faire se peut, de continuer à payer les intérêts de la dette. La distinction récemment introduite par la Banque d'Angleterre entre *crédits spontanés* et *crédits forcés*, est à cet égard hautement illustrative. Dans la logique du système actuel, alors que les seconds doivent se maintenir à un niveau susceptible d'assurer leur renouvellement, les premiers tendent, en revanche, tout simplement à disparaître.

La contraction de l'activité bancaire est d'autant plus grave que les flux publics et multilatéraux n'ont pas joué — comme d'aucuns s'y attendaient — un rôle compensateur. Bien au contraire, l'évolution de ces flux dans la période récente s'inscrit dans une trajectoire nettement *cyclique*. Entre 1980 et 1984, les crédits officiels aux pays en développement se sont maintenus constamment autour d'un montant de l'ordre de 30 milliards de dollars (7). Il n'y a donc pas eu

de la part des sources officielles de financement un mouvement destiné à compenser la chute des entrées des ressources privées.

Il s'ensuit que la prémisse fondamentale de la stratégie anticrise élaborée par le FMI ne s'est pas vérifiée dans la pratique. Au lieu de reprendre après la mise en œuvre de politiques récessives dans les pays confrontés à des problèmes d'endettement, les flux d'origine bancaire ont continué à chuter, mettant ainsi en évidence l'effet d'un processus qui n'est pas purement conjoncturel. De fait, l'anticipation faite par les banques quant aux perspectives de reprise des économies latino-américaines est assez négative. Il y a là un facteur d'approfondissement de la crise, de la même façon que les anticipations en sens inverse pendant la seconde moitié des années 70 ont constitué le point de départ d'une euphorie financière qui a conduit l'ensemble du système international au bord de la faillite.

Par ailleurs, deux présupposés additionnels de la stratégie anticrise ont été infirmés par l'évolution réelle des processus économiques. D'une part, la reprise dans les pays développés n'a pas été suffisamment solide pour assurer une expansion soutenue du commerce mondial et simultanément une amélioration significative des termes de l'échange des pays en développement. A vrai dire, la reprise s'est limitée à l'économie nord-américaine, laquelle a absorbé l'essentiel de l'augmentation des exportations mondiales à partir de 1984. Néanmoins, les contradictions qui minent la politique économique de l'administration Reagan et notamment la persistance des déficits budgétaire et commercial, ont mis en question la poursuite de la reprise. Ainsi, après une relance vigoureuse en 1983-1984, le rythme de croissance est tombé aux environs de seulement 2,0 % en 1985, soit un taux sensiblement au-dessous de celui prévu aussi bien par les experts du FMI que par ceux de l'administration nord-américaine elle-même. Si à cette décélération soudaine de la croissance on ajoute le renforcement des mesures protectionnistes, on comprend aisément la difficulté de trouver par ce biais une issue durable à la crise de l'endettement.

D'autre part, malgré la baisse enregistrée par les taux nominaux d'intérêts, ceux-ci se sont maintenus à des niveaux exceptionnellement élevés, ce qui, dans des conditions

d'inflation décroissante, a eu pour effet de maintenir le coût réel de l'argent à un niveau rendant illusoire toute idée de gestion ordonnée de la mécanique de l'endettement.

Pour la grande majorité des pays de l'Amérique latine le coût économique et social des thérapies orthodoxes a été extraordinairement élevé. L'interruption violente de la croissance, la paralysie de l'investissement, l'augmentation vertigineuse du chômage, la chute souvent brutale des salaires réels, l'intensification des pressions inflationnistes sont, parmi d'autres, les principales conséquences de la mise en œuvre des politiques d'ajustement récessif.

L'ÉPUISEMENT DE L'AJUSTEMENT COMMERCIAL

L'ajustement du secteur externe des économies latino-américaines à la nouvelle donne internationale fut présenté comme une composante fondamentale de la stratégie mise au point par le FMI. L'idée était simple. Dans la mesure où il s'agissait d'assurer le service de la dette dans des conditions de pénurie financière, il fallait tout naturellement accroître l'excédent commercial.

L'objectif a été atteint. La plupart des pays ont réussi à dégager un solde commercial qui a réduit d'une façon sensible le déficit courant de la balance des paiements. Parmi les différents cas nationaux, ceux du Brésil et du Mexique ont été les plus spectaculaires : d'un déficit cumulé de l'ordre de 2 milliards de dollars en 1980-1982, ils sont arrivés à dégager un excédent de 6,5 milliards lors de la période 1983-1985. De leur côté les données correspondant à l'ensemble de l'Amérique latine montrent qu'entre 1982 et 1984 l'excédent commercial s'est multiplié par quatre, passant de 10 aux environs de 40 milliards de dollars, ce qui a permis d'éponger presque entièrement le déficit en compte courant.

Ces résultats positifs, largement diffusés par la presse, ont été présentés comme autant d'arguments en faveur des politiques d'ajustement telles qu'elles ont été mises en œuvre. La prise en compte d'autres indicateurs, peut-être encore plus

significatifs que les soldes des comptes externes, conduit cependant à une vision beaucoup plus sombre.

Un ensemble d'effets connexes doit être considéré. Ce faisant, on voit clairement apparaître le coût extrêmement élevé et le caractère inefficace en dernière instance des thérapies conventionnelles. En premier lieu, les modalités d'ajustement imposées aux économies de la région ont entraîné un brusque arrêt de la croissance avec comme résultat une chute en flèche des revenus. Ainsi par exemple, une comparaison du PIB par tête en 1985 par rapport à celui existant en 1980-81, montre qu'il était 17 % inférieur en Argentine et au Venezuela et 14 % inférieur au Chili et au Pérou. De même, au Brésil et au Mexique, économies les plus dynamiques du continent, le PIB par tête se situait en 1985, 6 et 10 % respectivement au-dessous des niveaux atteints en 1980-81.

L'interruption de la croissance dans la plupart des pays a donné lieu à la configuration d'un véritable cercle vicieux. Pour faire face au service de la dette, les pays ont besoin de croître afin de créer de nouvelles ressources ; toutefois, le contexte d'asphyxie financière ne permet pas de disposer des moyens nécessaires pour soutenir la croissance. Telle est donc la voie par laquelle se reproduit la situation d'insolvabilité structurelle que connaissent la majorité des économies latino-américaines.

Le comportement de l'investissement au cours de cette période fournit une indication supplémentaire quant au caractère inefficace des politiques d'ajustement orthodoxe. De fait, la première moitié des années 80 correspond à une réduction très sensible des taux d'investissement dans la plupart des pays. Pour ne citer que quelques exemples, en Argentine le taux d'investissement était, en 1982, 7 % inférieur par rapport à la moyenne enregistrée en 1977-80, baisse qui continue à s'approfondir pendant les années suivantes. Un phénomène du même type et encore plus aigu se constate au Venezuela. Bien que plus modérées, des contradictions durables de l'investissement se produisent également aux Brésil, Mexique, Equateur et Chili.

Il en ressort que les politiques appliquées n'ont pas seulement sacrifié la consommation présente mais ont aussi porté atteinte au bien-être futur. Au lieu de créer les conditions permettant de retrouver une nouvelle solvabilité, les

thérapies orthodoxes ont déclenché un processus de réduction des capacités productives qui représente une hypothèque sur les possibilités d'expansion ultérieure.

En réalité, de nombreux facteurs interviennent dans la configuration des crises auxquelles ont été confrontées les économies de la région. Il serait donc arbitraire de les réduire à des pressions purement exogènes (8). Il est toutefois hors de question que le rôle majeur a été joué par les politiques d'ajustement du secteur externe. Comme il a été déjà signalé, l'accroissement de l'excédent commercial constituait — avec la reprise des flux bancaires — un élément décisif de la stratégie anticrise. Afin d'éviter une contraction trop sévère des rythmes de la croissance, on misait sur une augmentation des exportations pour soutenir la capacité d'importation.

Or les économies latino-américaines ont été contraintes à développer un grand effort d'exportation dans une situation caractérisée par une nouvelle aggravation des déséquilibres de l'économie mondiale se traduisant par une franche régression des échanges commerciaux. Ainsi, tandis qu'au cours de la période 1970-80 les exportations mondiales avaient augmenté à un taux moyen annuel de l'ordre de 20 %, à partir de 1981 et jusqu'en 1983 celles-ci chutent d'une façon régulière (- 1.5, - 5.1 et - 3.1 % respectivement). Malgré la reprise ultérieure, la valeur des exportations mondiales était encore en 1985 au-dessous du niveau atteint en 1980.

Dans ce contexte, l'idée suivant laquelle les économies de la région pouvaient accroître d'une façon importante leurs excédents commerciaux moyennant la promotion des exportations, était dans une large mesure illusoire. De fait et malgré les efforts déployés dans ce domaine, les exportations latino-américaines chutent aussi bien en 1982 (- 5.9 %) qu'en 1983 et l'augmentation obtenue en 1984 n'a même pas permis de rattraper les niveaux atteints au début des années 80.

A la morosité de la demande sur les principaux marchés d'exportation de la région, s'ajoute par ailleurs la chute des cours de plusieurs produits-clés tels que le sucre, le blé, le maïs, la farine de poisson, le coton, etc. Cela étant, l'essentiel du processus d'ajustement s'est fait par la compression des importations. Ainsi, après une forte chute en 1982 (20 % environ), les importations de la région connaissent une nouvelle baisse en 1983 (28 %) et restent déprimées en 1984.

L'impact dévastateur de la contraction des importations sur l'activité domestique tient au caractère indiscriminé que prend cette contraction. Les données disponibles (9) montrent en effet que les importations de biens d'équipement ont été davantage touchées que celles de biens de consommation dans la réduction des achats à l'extérieur. Les programmes d'ajustement ne se sont pas inscrits dans le cadre d'une politique de substitution sélective et planifiée des importations, ce qui aurait du moins permis de modérer l'effet récessif des nouvelles restrictions externes. En revanche, on a procédé à une compression généralisée des importations en dehors de toute définition cohérente de stratégie capable de faire face à la détérioration de l'environnement international.

Si besoin était, l'évolution du commerce extérieur de la région en 1985 et 1986 contribue à souligner les limites des politiques d'ajustement orthodoxe. En fait, le comportement des échanges commerciaux suggère que les résultats favorables obtenus en 1984 constituent un « peak » difficile à dépasser. Les données disponibles montrent qu'en 1985 les exportations ont chuté d'environ 6 % passant de 97 à 92 milliards de dollars. Cette baisse s'approfondit en 1986, année au cours de laquelle les exportations atteignent seulement 72 milliards. C'est ainsi que, malgré la stagnation des importations, on assiste à une forte diminution (- 54 %) de l'excédent commercial obtenu en 1986 par rapport à celui de 1984. La progression ascendante du solde commercial s'est donc trouvée stoppée, entraînant une nouvelle détérioration de la balance des paiements courants.

Il faut par ailleurs insister sur le fait que la baisse des exportations constitue une caractéristique commune à l'évolution du secteur externe de la plupart des économies de la région. De fait, à l'exception de la Colombie, on constate partout ailleurs une tendance au rétrécissement des ventes à l'extérieur, y compris au Brésil dont l'élan exportateur avait frappé la majorité des observateurs.

La baisse des exportations résulte de l'effet conjoint de la chute des cours de plusieurs matières premières exportées par la région et du ralentissement de la demande provenant notamment de l'économie nord-américaine. De même, la rupture en 1985 de la reprise amorcée en 1983 par l'administration Reagan et la persistance d'un volumineux déficit

commercial ont provoqué un regain des pressions protectionnistes. Ceci a empêché la région de consolider les positions acquises en 1984, année pendant laquelle la plus grosse partie (75 % environ) de l'accroissement des exportations latino-américaines fut absorbé par les Etats-Unis.

Au vu de ces évolutions dont l'aspect essentiel est le maintien d'une capacité d'importation considérablement réduite, les appels en provenance de différents milieux (10) à une plus large ouverture du commerce extérieur de la région sont en réalité dépourvus de fondements suffisamment solides.

LA GRÈVE DES INVESTISSEURS ÉTRANGERS

Avec l'augmentation du surplus commercial, l'encouragement aux investissements étrangers directs (IED) était considéré comme un moyen privilégié pour faire face à la contraction des flux bancaires. L'idée était sans doute attirante. La relève des banques effrayées par leur degré élevé d'exposition sur la région, par les entreprises transnationales, devait permettre de réduire la brèche externe tout en contribuant au transfert de technologies et de compétences. La substitution des prêts bancaires par les IED apparaissait ainsi à tous égards avantageuse.

Pour y parvenir il fallait, disait-on, introduire une plus grande flexibilité dans les politiques nationales relatives aux entrées de capitaux étrangers. C'est ainsi que nombre de pays ont procédé à une libéralisation de leurs législations en la matière, créant par ailleurs les conditions d'une vive concurrence entre eux dans leur effort pour attirer les investisseurs étrangers. Mais les résultats de cette tentative d'ouverture, cette fois-ci orientée vers un processus d'internationalisation proprement productive, ont été décevants.

En effet, la tendance à la diminution de la contribution des IED au financement de la région, dont les origines remontent à la fin des années 60, continue à s'approfondir au cours de la décennie écoulée et, au lieu de s'inverser, elle subit une nouvelle aggravation pendant les années 80 (11).

En réalité, la contraction des prêts bancaires ne s'est pas

accompagnée d'une augmentation de l'apport des investisseurs étrangers. Bien au contraire, les flux liés à des opérations d'investissement direct souffrent dans les années récentes une forte chute : - 27 % en 1982 et - 47 % en 1983. D'où la baisse également de la relation entre IED et prêts bancaires du fait que les premiers descendent à un niveau inférieur à celui correspondant aux prêts bancaires dits forcés.

Bien qu'on ne dispose pas encore d'une information détaillée sur l'évolution des IED dans la période 1984-1985, quelques données fragmentaires autorisent à avancer l'idée qu'il n'y a pas eu une reprise significative. Par exemple, les données fournies par le Département du Commerce des Etats-Unis (12) relatives aux IED réalisés par les firmes nord-américaines dans la région, montrent qu'entre 1981 et 1984 on assiste à un processus de désinvestissement net. Celui-ci prend la forme d'un transfert de ressources de la région vers les Etats-Unis, avec comme résultat une diminution du stock d'IED (investissements cumulés) détenu par les transnationales nord-américaines. Bien que les chiffres globaux soient biaisés par l'ampleur du désinvestissement des firmes nord-américaines dans les paradis fiscaux, en particulier aux Antilles hollandaises, l'orientation de la tendance n'admet pas de doutes (13).

Il importe de souligner que la contraction des investissements directs n'est pas un phénomène général. A l'échelle mondiale et malgré la crise, les IED réalisés par les firmes domiciliées dans les pays développés ont montré un degré de dynamisme qui contraste avec la paralysie des investissements directs en Amérique latine. Il n'est pas question d'entrer ici dans une analyse des raisons qui expliquent cette asymétrie (14). Signalons seulement qu'elle traduit la plus grande vigueur du processus d'internationalisation de la production par rapport à l'accumulation de capital purement nationale.

A vrai dire, le comportement des IED en Amérique latine pendant la première moitié des années 80 est à plusieurs égards atypique. En prenant à nouveau comme référence les investissements internationaux des transnationales nord-américaines, on constate que leur stock total d'IED s'inscrit en hausse pendant les années 80. Il arrive toutefois qu'une partie croissante des nouveaux investissements se

dirige vers les pays développés eux-mêmes et, pour ce qui est des investissements dans le Tiers-Monde, l'Asie est la région qui exerce la plus grande capacité d'attraction sur les investisseurs étrangers.

Il en découle une double conclusion par rapport aux investissements directs en Amérique latine. En premier lieu, à l'encontre des hypothèses optimistes, les IED n'ont pas réussi — loin s'en faut — à compenser la contraction des flux d'origine bancaire, et s'inscrivent en revanche dans une trajectoire clairement cyclique. En second lieu, la comparaison de cette évolution avec les tendances observables dans d'autres régions développées mais aussi en développement, suggère l'idée que l'Amérique latine et plus précisément les pays de taille moyenne et petite, ont vu diminuer leur capacité d'attirer des volumes significatifs d'investissements directs.

Sont à cet égard révélateurs les résultats auxquels aboutit l'enquête concernant les risques potentiels pour l'investissement, publiée par l'*Institutionnal Investor*. Il en ressort un net recul des positions de la plupart des économies latino-américaines par rapport aux enquêtes précédentes. Parmi les pays ayant enregistré les reculs les plus marqués, on compte le Chili, la Colombie, le Venezuela, Panama et le Paraguay. Par contre, on constate une plus grande stabilité des positions détenues par les grandes économies de la région (Argentine, Brésil et Mexique) lesquelles à elles seules concentrent, par exemple, environ 60 % des investissements directs réalisés par les firmes nord-américaines en Amérique latine. Mettant d'une part en évidence l'importance cruciale de la taille réelle et potentielle des marchés dans les décisions des investisseurs étrangers, le sens de la tendance des IED dans la région apporte d'autre part un argument additionnel quant à l'hypothèse de la crise d'insertion internationale de la plupart des économies latino-américaines.

Ajoutons enfin, que le développement d'opérations de capitalisation de la dette (*debt equity swaps*) ne change rien au fond du problème. Les montants concernés restent en fait modestes et ces opérations n'ont même pas réussi à arrêter la progression du stock de dette, lequel est passé de 367 milliards us en 1984 à 382 milliards en 1986.

CONCLUSION

Affirmer, à l'heure actuelle, que l'Amérique latine est confrontée à la crise la plus profonde depuis la Grande Dépression est devenu une pure banalité. Des observateurs des plus diverses orientations théoriques et politiques le reconnaissent. Même les autorités de la Banque mondiale ont récemment attiré l'attention sur la situation d'*asphyxie financière* à laquelle est soumise la région.

Le plan Baker est conçu comme une tentative de réponse à cette situation. La proposition du Secrétaire du Trésor nord-américain est cependant précaire. Bien plus que de la recherche d'une solution durable, il s'agit, dans le meilleur des cas, d'un programme d'urgence destiné à éviter des risques majeurs. Pour y parvenir on vise la neutralisation des positions plus radicales qui cherchent à politiser le problème de la dette. Il est encore trop tôt pour émettre un jugement tranché quant au résultat précis de cette confrontation. Quoi qu'il en soit, divers indicateurs donnent à penser qu'on est entré dans une nouvelle phase dans l'évolution de la crise de l'endettement.

Le constat suivant lequel après plusieurs années de traitement intensif aucun pays ne réussit à retrouver effectivement la santé financière, a fait avancer dans différents milieux la conviction que la situation actuelle peut devenir intenable faute d'une révision substantielle des thérapies jusqu'à maintenant imposées. A sa manière la banque internationale elle-même agit dans ce sens-là. L'accueil peu enthousiaste accordé par les grandes banques aux mesures du plan Baker s'inscrit, nous semble-t-il, dans cette perspective.

Dans ce contexte, plusieurs auteurs prévoient que les deux années à venir seront les plus critiques depuis le début de la crise de la dette. La plupart des accords *stand-by* et de *facilité élargie* souscrits entre les pays débiteurs et le FMI ont expiré en 1986. L'accumulation de tensions internes, la conscience grandissante des limites des politiques d'ajustement et de renégociation pratiquées, l'épuisement de la reprise nord-américaine, le maintien des taux d'intérêts à des niveaux élevés, et leur hausse à partir de 1987, etc., sont autant

de facteurs qui pèseront de tout leur poids au moment de la rediscussion avec les représentants du Fonds.

La concertation latino-américaine dans ce domaine apparaît comme une question des plus fondamentales. L'initiative du président A. García de limiter les paiements au titre de la dette à 10 % de la valeur des exportations, semble un bon point de départ. Les menaces d'après lesquelles l'imposition de mesures destinées à limiter les sorties de devises aura pour conséquence de décourager l'afflux de crédit bancaire, n'ont en toute rigueur que peu de fondements. Comme nous l'avons montré, la grande banque a déjà amorcé un mouvement de repli stratégique de la région et il ne pourra pas être contré sans que, préalablement, les économies latino-américaines n'aient réunis par le biais de la croissance et de l'investissement les conditions d'une nouvelle solvabilité. Mais pour y arriver, il faut que chaque pays se décide à *mettre sa maison en ordre* suivant l'expression d'A. Ferrer. Cela suppose une révision assurément drastique des stratégies domestiques car rien ne permet de penser que la crise latino-américaine se réduise à sa dimension financière externe.

NOTES

(1) CEPAL, *Balance preliminar de la economía latinoamericana*, Santiago, 1986.

(2) D. AVRAMOVIC, « Debts in early 1985: an institutional impasse », in *Journal of Development Planning*, n° 16.

(3) *World Financial Markets*, juillet 1985.

(4) L'IF est un organisme créé par les grandes banques dont le but est de suivre d'une façon systématique la conjoncture financière internationale.

(5) Argentine, Mexique, Brésil, Venezuela, Uruguay, Chili, Equateur, Colombie, Pérou et Bolivie.

(6) *World Financial Markets*, juillet 1985.

(7) Banque Mondiale, *External Debt of Developing Countries*, World Debt Tables 1984-1985, Washington, DC.

(8) Dans des travaux antérieurs nous avons insisté sur le caractère multidimensionnel des éléments qui agissent sur le déclenchement des crises dans le Tiers-Monde et en Amérique latine. Cf. *Le Tiers-Monde dans la crise*, Ed. La Découverte, Paris, 1986 et « Más allá del ajuste: el desafío latinoamericano ». CIDE, in *Economía de América Latina* n° 14, premier semestre 1986.

(9) Voir par exemple, Banque Interaméricaine de Développe-

ment, *Progrès économique et social en Amérique latine*, Rapport Annuel 1985, Washington, DC.

(10) Voir par exemple le numéro de mai 1985 de *World Financial Markets* consacré à l'analyse de la politique commerciale latino-américaine.

(11) De 39,1 % en 1968 la part des IED dans le financement total de la région chute à seulement 9,9 % en 1983.

(12) *Survey of Current Business*, août 1985.

(13) Le stock d'IED détenu par les firmes nord-américaines en Amérique latine passe de 39 milliards de droits de tirages spéciaux en 1980 à seulement 28 milliards en 1984.

(14) A ce sujet voir par exemple notre article en collaboration avec B. MADEUF, « Crise et investissement international », *Revue Economique*, vol. 34, n° 5, Paris, 1983.

Ominami Carlos (1988)

Amérique latine : de la crise financière à la crise d'insertion internationale

In : Ominami Carlos (ed.). Amérique Latine : les ripostes à la crise. Paris : CETRAL ; L'Harmattan, 55-68. (Collection CETRAL - L'Harmattan)

ISBN 2-7384-0045-0